

ALI BENFLIS, HIER À BATNA :

«Le règne de Bouteflika a abouti à un désarmement moral de la Nation»

Le président du parti des Avant-Gardes des libertés ne se rassasie visiblement pas dans son réquisitoire contre le règne du président de la République.

M. Kebci-Alger (Le Soir) — Hier encore, à Batna, à l'occasion de la rencontre régionale des cadres du parti organisée dans la capitale des Aurès, Batna, Ali Benflis a estimé que «le peuple a besoin de voir que ceux qui sont aux commandes de la Nation sont bien ceux qu'il a lui-même choisis, que son choix a été respecté et n'a pas été confisqué et que son choix compte et ne sert pas seulement d'alibi». Et d'enfoncer le clou soutenant qu'une nation «ne se construit pas par son sommet mais par sa base. Une Nation ne se construit pas par ses seuls dirigeants – aussi prodigieux soient-

ils - mais par un peuple qui y croit, qui s'y reconnaît et qui y trouve un projet rassembleur. Aucune nation ne peut se construire contre la volonté de son peuple et en infraction à son choix».

Une sorte de pacte, de contrat social ou de contrat de confiance entre les gouvernants et les gouvernés qui, chez nous, «n'est pas l'émanation de la volonté du peuple et l'incarnation de son choix», devenant, ainsi, «un contrat léonin qui mène à la perte de légitimité, de crédibilité, de représentativité, d'autorité et de confiance», ajoute-t-il. Et c'est à ce niveau que se niche «la fraude



Ali Benflis, président du parti des Avant-Gardes des libertés.

dont souffrent tous les processus électoraux organisés dans notre pays» et qui, selon lui, prend une dimension tragique», la qualifiant

de «violence et de crime». Pour l'ancien chef du gouvernement, cette violence impose à la Nation «comme un fait accompli des diri-

geants qui ne sont pas l'émanation de la volonté populaire souveraine ; viole la souveraineté du peuple ainsi «dépossédé de son statut de source de tout pouvoir».

S'en prenant à l'«atteinte aux libertés contre laquelle le peuple algérien s'est élevé et qu'il a combattue jusqu'au bout lorsqu'elle venait de l'étranger», le candidat aux présidentielles d'avril 2004 et 2014, soutient qu'«il ne peut l'accepter et s'y résoudre maintenant qu'elle vient des mains de ses frères de chair et de sang».

Et de plaider pour «un passage d'un ordre autoritaire et totalitaire à un ordre démocratique où les citoyennes et les citoyens sont maîtres de leur destin et où le peuple souverain a le premier et le dernier mot». Ceci avant de dénoncer «les intérêts des clientèles politiques, économiques et sociales du régime politique en place qui sont mieux protégés et défendus que ceux du reste de la collectivité nationale», non sans inviter à «prémunir notre pays contre les périls de la désunion et contre les ruptures de sa cohésion dont nul ne sait les formes toujours lourdes de conséquences qu'elles pourraient prendre».

Pour Benflis, «les seize dernières années ont abouti à un véritable désarmement moral de la nation», dans une allusion à peine voilée aux quatre mandats du Président de la République.

M. K.

M. K.

NOUVELLE CONSTITUTION

Ce sera le 3 février prochain

C'est le 3 février prochain que la nouvelle Constitution, cette vieille promesse du président de la République, sera adoptée par le Parlement qui vient d'être convoqué en ses deux Chambres pour ce faire.

Le quitus du Conseil constitutionnel, qui ne faisait pas l'ombre d'un doute, obtenu jeudi, Abdelaziz Bouteflika n'a pas trop tardé à passer à l'acte. Il a, hier samedi, signé un décret portant convocation du Parlement en ses deux Chambres réunies, pour le 3 février 2016 avec comme ordre du jour le projet de loi portant révision constitutionnelle.

L'avant-veille, soit jeudi, le Conseil constitutionnel a rendu un avis motivé concernant ce projet de loi et à propos duquel, le Conseil constitutionnel a été saisi.

L'instance que préside Mourad Medelci a, pour motiver sa décision, affirmé, après délibération, et s'appuyant sur l'article 176 de la présente Constitution, que le projet de loi en question «ne porte aucunement atteinte aux principes généraux régissant la société algérienne, aux droits et libertés de l'homme et du citoyen, ni affecte d'aucune manière les équilibres fondamentaux des

pouvoirs et des institutions constitutionnelles». Seulement, ledit projet de loi ne peut être effectif que s'il obtient l'approbation des trois quarts des membres des deux Chambres du Parlement.

Ce qui ne saurait constituer un «soutien» pour le promoteur du projet, qui dispose d'une très large majorité aussi bien à l'APN qu'au Conseil de la nation avec, notamment le tandem FLN-RND, en sus des membres du tiers présidentiel au Sénat et les députés et sénateurs des autres petits partis et autres élus indépen-

dants acquis. Ceci pour dire que l'opposition parlementaire qui s'oppose à ce projet ne pourra pas peser lourd au décompte des voix comme ce fut le cas lors de la séance de vote du projet de loi de finances 2016.

Cela dit, au moment où le pouvoir, via ses partis et autres relais, vante les avancées consacrées par ce projet de révision constitutionnelle, les partis de l'opposition et nombre d'acteurs de la société civile soutiennent tout le contraire. Ils considèrent ledit texte de «non-événement» tant il est le résultat d'une

«démarche unilatérale», répondant beaucoup plus à un souci de «survie» pour le système en place que celle de la pérennité des institutions de la République.

Et parmi ce beau monde qui vilipende ce texte, notre large diaspora établie aux quatre coins du monde dont nombre de membres, détenteurs d'une double nationalité, se retrouvent, en vertu du fameux article 51, exclus de la possibilité d'exercer des hautes responsabilités de l'Etat.

M. K.

LE RCD ET LE PROJET DE RÉVISION DE LA CONSTITUTION :

«Un énième nouveau charcutage»

Pour le RCD, le projet de révision de la Constitution est un «énième nouveau charcutage» qui ignore l'écrasante majorité du peuple algérien.

Les membres du conseil national du parti ont, en effet, à l'issue de leur réunion, vendredi dernier en session ordinaire, relevé que les seules modalités choisies pour élaborer et entériner le énième charcutage de la Constitution sont le meilleur indicateur de l'exclusion de l'écrasante majorité du peuple algérien sur un texte qui le concerne en premier chef. Une mouture qui, par ailleurs, estiment-ils, «sort directement des laboratoires du sys-

tème» et «touche profondément aux équilibres des institutions».

Soit tout le contraire de ce qu'a considéré le Conseil constitutionnel qui a préféré l'option parlementaire au détriment de celle référendaire. Qualifiant l'exclusion des binationaux des hautes fonctions de l'Etat en vertu de l'article 51 dudit texte de «discrimination envers une frange importante de la population, à savoir les Algériens qui vivent à l'étranger», le RCD soutient que celle-ci est «loin d'être un détail».

Et de lire à travers cette mesure de faire payer à cette partie du peuple algérien son péché mignon de «revendiquer plus de liberté et la fin d'un système politique d'un autre âge».

Le conseil national du RCD a, par ailleurs, considéré que «la dissolution du DRS que beaucoup attribuent à des règlements de comptes ne peut suffire si elle n'aboutit pas à la dissolution de la police politique du régime et la libération du champ politique et médiatique».

Et d'expliquer en relevant «le refus opposé aux manifestations et les entraves à l'activité des partis de l'opposition ou encore l'épisode des obstacles bureaucratiques à la demande du parti pour la réservation de la salle Atlas qui «ne sont pas de nature à accréditer un tel projet de lever la chape de plomb sur les libertés publiques».

M. K.

TAJ

Ghoul défend le projet de Constitution et soutient les changements au DRS

Amar Ghoul défend le projet de la révision de la Constitution et trouve «normal et nécessaire» les derniers changements opérés au sein de l'institution militaire. Le président du TAJ appelle au respect de la décision du Conseil constitutionnel qui a donné son feu vert pour faire passer le projet de la révision constitutionnelle par la voie parlementaire.

Salima Akkouche – Alger (Le Soir) - Fidèle à ses positions, Amar Ghoul a tenu hier une véritable plaidoirie en faveur du projet de la révision de la Constitution. Une Constitution «consensuelle et profonde» dit-il. Le président du TAJ qui réunissait hier son bureau politique s'interroge sur les motivations des partis de l'opposition qui, dit-il, ont commencé à critiquer le projet de la

Constitution avant qu'il soit rendu public. Pourtant argue t-il, ce projet a introduit et pris en considération l'ensemble des préoccupations et des revendications de l'opposition. «Donnez-moi une seule revendication ou proposition soulevée par les partis de l'opposition que ce projet n'a pas pris en considération» a-t-il indiqué. «Ils sont libres de commenter mais nous avons au moins souhaité

qu'ils reconnaissent que leurs propositions ont été bel et bien introduites dans ce projet» a-t-il soutenu. Le président du TAJ appelle également «tout le monde à respecter la décision du Conseil constitutionnel, comme étant une institution indépendante». Pour rappel, cette dernière a donné son aval selon lequel le projet de la révision constitutionnelle peut passer par voie parlementaire. «Le Conseil constitutionnel a tranché et tout le monde doit respecter et se soumettre à ce choix et c'est sans commentaires» a-t-il indiqué. S'exprimant sur les derniers changements opérés au sein de l'institution militaire, le président du TAJ estime que ces mesures

sont «normales et nécessaires». «L'Algérie doit s'adapter aux nouvelles données dangereuses qui guettent la région et ce qui s'est passé avec le découpage en trois directions générales de la Direction du renseignement et de la sécurité est une nécessité et une décision forte qui rentre dans le cadre de la modernisation et de la spécialisation de cette institution» a-t-il analysé. Evoquant la question économique, Amar Ghoul estime que malgré la chute des prix du pétrole, l'Algérie dispose de plusieurs cartes pour réaliser un saut qualitatif vers une croissance économique hors hydrocarbures.

S. A.